



Monsieur Nicolas Sarkozy  
Président de la République  
Palais de l'Elysée  
F – 75008 Paris  
FRANCE

Le 25 juin 2008

Monsieur le Président,

Dans quelques jours la présidence du Conseil européen vous sera confiée. Nous savons avec quel soin vous vous êtes préparé à traiter de nombreux dossiers essentiels tant pour les citoyens que pour les entreprises.

Il nous semble d'une haute importance que la ratification du Traité de Lisbonne soit poursuivie et que ce traité puisse entrer en vigueur au moment où le nouveau Parlement et la nouvelle Commission débiteront leurs travaux au second semestre 2009, après les élections de juin 2009. Nous avons grande confiance que vous saurez trouver les voies et les moyens d'atteindre cet objectif.

Les membres de notre organisation qui rassemble quarante fédérations nationales d'employeurs et d'industriels en Europe me demandent en effet de souligner que les entreprises européennes sont très préoccupées par le vote négatif survenu lors du référendum en Irlande. Au moment où nous avons à faire face à des difficultés économiques, aux questions relatives à l'énergie et au climat et, en général, aux effets de la globalisation, l'Union européenne ne peut se permettre à nouveau une longue crise institutionnelle.

La stratégie européenne pour la croissance et l'emploi sera sans nul doute au centre de votre présidence. En poursuivant la mise en œuvre du marché intérieur, notamment pour les services et l'énergie, en veillant à celle des réformes nationales considérées comme prioritaires, vous contribuerez à la baisse des prix, la productivité et la création d'emploi. En créant un brevet communautaire plus efficace et moins cher, vous encouragerez la recherche et le développement.

La Commission européenne a présenté un ensemble de mesures en faveur du développement des millions d'entreprises petites et moyennes. En mettant les PME au cœur des préoccupations politiques, vous stimulerez un énorme potentiel de croissance.

C'est sous votre présidence qu'une nouvelle politique énergétique et climatique sera débattue et, selon toute vraisemblance, décidée. Si nous soutenons pleinement les objectifs que vous poursuivez, nous craignons les effets négatifs que la révision du régime européen du commerce d'émissions de gaz à effet de serre aura pour de

nombreuses entreprises utilisatrices intensives d'énergie. Les secteurs visés tels que la chimie, les métaux et bien d'autres ont encore un bel avenir en Europe s'ils sont à même de se mesurer à leurs concurrents mondiaux à armes égales. Il est dès lors indispensable pour elles d'obtenir des quotas d'émission gratuits à des conditions qui feront l'objet de négociations délicates sous votre autorité et ce tant que perdurera l'absence d'un accord international équilibré.

Il est à souligner également le rôle essentiel de la présidence française dans les négociations commerciales de l'Union européenne. En effet, le cycle de Doha devrait conduire à un accord ambitieux pour les industries européennes. Un certain nombre d'accords bilatéraux sont en cours de négociation, notamment avec la Corée, où les intérêts des entreprises européennes doivent être sauvegardés. La base de tout accord commercial doit être le combat contre toute forme de protectionnisme et l'ouverture réciproque des marchés.

Alors que l'accroissement rapide des prix agricoles et du coût de l'alimentation inquiètent les citoyens en Europe et à travers le monde, nous pensons qu'il est temps d'engager une réforme en profondeur de la politique agricole commune. Le secteur agricole doit s'ouvrir à la concurrence, investir, innover et s'intégrer dans la mondialisation. La modernisation de la politique agricole commune devrait également permettre au budget européen d'être à l'avenir un instrument plus efficace d'une stratégie de croissance et d'innovation.

Par ailleurs, nous apprécions particulièrement que vous souhaitiez traiter de façon prioritaire les questions relatives à l'immigration. L'immigration aidera l'Europe à faire face à un déclin démographique et à une importante pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Nous sommes très favorables à la création d'une « carte bleue européenne » qui facilitera – tout en respectant les mécanismes nationaux d'immigration – l'arrivée de personnel qualifié venant de pays tiers.

Monsieur le Président, les entreprises européennes ont démontré leur dynamisme en continuant à investir et en créant des milliers d'emplois nouveaux. La confiance et la force de l'économie dépendent des orientations politiques que le Conseil européen poursuivra sous votre présidence.

En vous souhaitant beaucoup de succès lors de la présidence française, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre haute considération.

*(original signé par)*  
Ernest-Antoine Seillière